



« Ce n'est ni un acte d'héroïsme ni un acte criminel. »

Sarah Mardini et Seán Binder, âgés de 24 et 25 ans, ont tous deux mené bénévolement pour une organisation non gouvernementale à Lesbos, en Grèce, des actions de sauvetage en mer de migrants et réfugiés entre 2017 et 2018. Leurs actions consistaient à repérer les bateaux en détresse afin de pouvoir porter secours et fournir une première assistance aux personnes qui tentaient de traverser la Méditerranée au péril de leur vie pour rejoindre un lieu sûr.

Le 17 février 2018, Sarah et Seán ont été arrêtés, interrogés et détenus par les autorités grecques en raison de leurs actions en mer, puis relâchés après 48 heures, le 19 février. Suite à cela, une enquête a été ouverte à leur sujet. Le 21 août 2018, ils ont de nouveau été arrêtés et détenus pendant plus de trois mois. Ils ont été libérés sous caution dans l'attente de leur procès. Ils sont accusés d'espionnage, de trafic d'êtres humains et d'appartenance à une organisation criminelle. Actuellement, leur cas fait toujours l'objet d'une enquête et ils risquent jusqu'à 25 ans de prison.

Sarah Mardini et Seán Binder sont, tous deux, défenseurs des droits humains et sauveteurs formés et qualifiés. Sarah est Syrienne et a quitté son pays en guerre pour rejoindre la Grèce en 2015. Lors de sa traversée de la Méditerranée, alors que le bateau sur lequel elle se trouvait était endommagé, sa sœur et elle ont sauté à l'eau et remorqué à la nage avec d'autres passagers le bateau jusqu'aux côtes grecques de Lesbos. Aujourd'hui, Sarah est étudiante en arts et sciences politiques et vit à Berlin. Seán, lui, est Allemand, mais a vécu une grande partie de sa vie en Irlande. Son père a fui le Vietnam pour venir en Europe. Il est diplômé en relations internationales.

Le cas de Sarah et Seán n'est pas un cas isolé, mais il est emblématique d'un problème plus large en Grèce et dans toute l'Europe. D'autres défenseurs des droits humains ont été inculpés pour avoir sauvé des vies et continuent d'être pris pour cible simplement parce qu'ils sont solidaires envers les personnes cherchant à rejoindre un lieu plus sûr.

Cette fiche témoignage vous propose de découvrir le témoignage de Seán Binder qui se focalise principalement sur le contexte politique entourant la crise de l'accueil des migrants. Il explique comment il voit les actions de l'Union européenne envers les migrants et décrit leur première arrestation avec Sarah, en février 2018.

Ce témoignage, recueilli lors de sa venue dans les locaux d'Amnesty International à Bruxelles en septembre 2019, peut être exploité dans le cadre d'un travail pédagogique avec des jeunes pour aborder les questions de migration et droits humains, mais aussi de politique.



Sarah Mardini et Seán Binder à Amnesty International à Bruxelles en septembre 2019

Témoignage de Seán Binder

lors de sa venue dans les locaux d'Amnesty International Belgique francophone
le 7 et 9 septembre 2019

Peux-tu te présenter brièvement ?

« Je suis Seán Binder, j'ai 25 ans. Je suis germano-vietnamien. Mon père a été reconnu réfugié durant la guerre au Vietnam. J'ai eu la grande chance de pouvoir grandir en Irlande, dans la campagne irlandaise.

Mon expérience est beaucoup moins médiatisée que celle de Sarah [Mardini]. Par rapport à Sarah, j'ai eu une enfance privilégiée. C'est mon père qui a dû faire un voyage éprouvant du Vietnam jusqu'en Europe pour me donner une enfance normale. »

Comment es-tu devenu bénévole dans une organisation en Grèce ?

« J'ai toujours été intéressé par la politique. Quand j'ai commencé mes études en sciences politiques, c'était au moment de la "crise migratoire", comme on l'appelle en Europe, et on a commencé à analyser toutes les interactions autour de la "crise migratoire" (...). Tenter de comprendre ces questions est devenue très important pour moi. J'ai ainsi mieux compris la manière dont l'Union européenne et les États membres de l'Union européenne voient la migration : à travers une perspective sécuritaire et non humanitaire (...). La photo du jeune Aylan Kurdi nous avait fait beaucoup réfléchir en classe. Il était clair que nous ne parlions pas juste de statistiques, mais de vies, de personnes qui essaient de survivre. Comme j'avais un diplôme de sauveteur-plongeur, je me suis dit que je pouvais aller au-delà des discours politiques et des réflexions et aller véritablement aider les gens à survivre, c'est ça qui m'a amené à partir travailler à Lesbos en Grèce. »

Penses-tu que les politiques européennes dans le domaine migratoire sont cohérentes ?

« L'Union européenne se targue de favoriser, de protéger les droits humains et de promouvoir et défendre l'égalité. Mais qu'est-ce que cela signifie quand il y a des gens qui sont vraiment dans le besoin, qui ont besoin de notre aide, qui ont besoin d'une réanimation cardiovasculaire par exemple, d'une couverture... et que l'Union européenne refuse ces premières nécessités ? Elle veut protéger ses frontières et en même temps se présenter comme un phare de démocratie, mais je vois là une énorme contradiction. Et l'on porte des accusations contre nous (Sarah et moi) qui viennent une fois de plus confirmer cette contradiction.

(...)

Il y a deux logiques dans le domaine de la migration. D'une part, il y a cette volonté de sécuriser les frontières pour empêcher le trafic des passeurs d'êtres humains et de l'autre côté, il y a cette obligation morale d'aider les personnes en détresse qui entreprennent ce voyage dangereux et ont le droit d'être assistées.

(...)

Dans la logique de l'Union européenne, plus on aide les gens, plus cela va les pousser au départ, plus ils seront incités à le faire. À l'inverse, plus il y a de gens qui se noient pendant la traversée, plus cela va dissuader les migrants d'entreprendre la traversée. Alors que non. Si on pense à un pays tel que la Libye, les gens vont chercher à quitter le pays, car ils savent ce qui les attend s'ils restent et préfèrent tenter le tout pour le tout. Il y a un danger d'être torturé, violé, réduit en esclavage, donc tenter cette traversée dangereuse demeure plus intéressant pour eux que de faire le choix de rester malgré les risques encourus pendant le voyage. Fuir et essayer de rejoindre l'Europe est souvent la seule option. »

Peux-tu nous parler de ton expérience de sauveteur en mer en Grèce ?

« Les voyages en mer entrepris par des migrants et des réfugiés pour rejoindre l'Europe sont souvent dangereux, car les bateaux utilisés par les passeurs ne sont pas adaptés au nombre de passagers et souvent en mauvais état. En fait, la distance qui sépare la Turquie de Lesbos est très courte. La traversée n'est pas longue, mais elle se fait dans des conditions extrêmement dangereuses. Les embarcations sont surchargées. Elles sont en général prévues au départ pour 10 ou 20 passagers, mais on y trouve parfois jusqu'à 80 personnes. Il y a un exemple qui m'a vraiment marqué, c'est quand il y avait 88 personnes dans une embarcation prévue pour 15. Et il y avait beaucoup d'enfants qui n'avaient même pas de gilets de sauvetage. Donc, comment répondre à ça ? Comment réagir à ça ?

(...)

Quant à l'action de l'organisation dans laquelle j'étais bénévole avec Sarah à Lesbos, elle est selon moi vitale. (...) Elle consistait à aider les gens à terre et en mer. Nous menions des missions de recherche et de sauvetage. Parmi, nos effectifs il y avait une équipe médicale, des secouristes, des

plongeurs, des interprètes. Donc, nous tentions d'aider les gens à la fois en mer et quand ils arrivaient sur les rives. Pour moi, c'est essentiel, c'est une réponse humanitaire nécessaire.

Notre intervention était une intervention strictement humanitaire, mais elle dépassait le nombre de vies sauvées. Il est aussi important de sauver des vies que d'offrir un sourire, une couverture à quelqu'un. C'est tout. C'est très important. Rien de cela ne doit être vu comme problématique. Ce n'est ni un acte d'héroïsme ni un acte criminel. Il s'agit simplement d'agir si on en a les capacités. »

Peux-tu revenir sur les circonstances de ton arrestation en Grèce ?

« En février 2018, Sarah et moi étions de garde la nuit. C'était la première fois que nous faisons une garde de nuit ensemble. Chaque soir, l'organisation postait deux personnes, sur la plage à Lesbos, à l'endroit le plus dangereux pour les traversées dès la tombée du jour, parce qu'à cet endroit-là il n'y a pas d'ambulance à proximité. L'ambulance met 45 minutes à arriver, alors que nous nos médecins peuvent s'y rendre en 7 minutes, c'est pourquoi nous nous plaçons à cet endroit. Alors voilà, la garde de nuit c'est de minuit à 7 heures du matin et vers 3 heures cette nuit-là, une camionnette de la police est arrivée. Les policiers ont débarqué en nombre et ont commencé à nous interroger.

La police nous a emmenés à un poste de la garde côte et nous avons passé deux nuits dans une cellule sans explication. La police a fouillé l'entrepôt que nous avions et la maison dans laquelle nous habitons, tous les deux, à la recherche de tout objet illicite. Bien sûr, ils n'ont rien trouvé. Au bout de deux jours, ils nous ont relâchés en disant que l'enquête à notre sujet allait se poursuivre, mais qu'entre-temps nous étions libres.

[Sarah et Seán seront à nouveau arrêtés en août 2018 et passeront plus de 3 mois, 107 jours, en prison, car ils sont considérés comme des criminels vis-à-vis de la loi grecque].

(...)

Depuis notre cas, il n'y a plus d'ONG sur le littoral. Car elles sont vraiment apeurées d'être criminalisées à leur tour. Il y a une augmentation d'arrivées, mais un déclin du nombre d'assistances. Et c'est une réalité. »

As-tu peur pour ton avenir ?

« Oui, bien sûr que j'ai peur. Je risque 25 ans de prison pour avoir sauvé des vies. En plus, la plupart du temps, mon travail bénévole consistait seulement à accueillir dignement des personnes et à donner des informations. La plupart des réfugiés sont des survivants. Nous étions là au cas où quelque chose arriverait. Pour aider.

Notre action était normale, nécessaire et humaine. C'était quelque chose que nous pouvions faire et quelque chose dont des personnes avaient besoin. »

Pouvons-nous agir pour faire changer les choses dans ce domaine ?

« La question n'est pas si nous pouvons faire quelque chose, tout le monde peut faire quelque chose à un certain niveau. Même avoir des conversations dans la cour d'une école sur la politique est déjà quelque chose. Impliquez-vous dans la mesure du possible. Essayez de défier les points de vue de manière saine. »